



LETTRE D'INFORMATION de STÉPHANE TRAVERT

ANCIEN MINISTRE

DÉPUTÉ de la 3^{ème} CIRCONSCRIPTION de LA MANCHE



n°13 - Mars 2021

EDITO

Elus, nous sommes tous en responsabilité dans un moment inédit. Cela nous crée des devoirs. Etre humbles mais offensifs.

Humbles pour prendre de bonnes mesures, sans démagogie car c'est une crise qui dure, marquée par des évolutions et des imprévus. Nous sommes tous gestionnaires du temps long, de la résilience et de la pédagogie.

Offensifs sur les mesures prises qui se sont révélées être efficaces sans remettre notre économie complètement à plat. Offensifs sur l'accès aux soins, les tests gratuits, de bons résultats dans la vaccination des plus fragiles. Le plan de relance se déploie partout sur notre territoire et la Manche ne fait pas exception, bien au contraire. Etre ouverts et à l'écoute de nos territoires pour de meilleurs résultats.

Je sais l'impatience de chacun mais je crois que par le bon sens et celui des responsabilités, nous pourrions retrouver prochainement des perspectives d'une vie qui ne sera plus entre parenthèses. Je vous le souhaite et remercie celles et ceux qui, au quotidien, sont en première ligne pour soigner, nourrir et éduquer. Et si nous commençons à "penser printemps" pour notre pays et pour nous toutes et tous !

Stéphane TRAVERT

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE

Une loi pour les conforter

Le 16 février, le projet de loi confortant le respect des principes de la République a été adopté en première lecture. Cette grande loi en faveur de la laïcité et pour la liberté nous donne les moyens de défendre la République face aux menaces qui pèsent sur elle. Fruit d'un travail de 3 ans sur la lutte contre le séparatisme, elle porte des mesures ambitieuses et concrètes : meilleure protection des agents publics contre les menaces et actes d'intimidation fondés sur des convictions ou croyances religieuses, respect des principes de neutralité et laïcité pour tous les délégataires de services publics, contrôle du financement des cultes, lutte contre la haine en ligne ou encore renforcement de la place de l'Ecole dans notre République.

“Traquer les dérives séparatistes avec la force froide de la République”

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Une priorité depuis 2018

Un débat sur les politiques de lutte contre la pauvreté a eu lieu en début d'année dans l'hémicycle. Pour lutter efficacement contre ce fléau, nous avons fait le choix d'axer notre stratégie sur deux priorités : la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes et la sortie de la précarité par le travail.

En 2019, notre stratégie a porté ses fruits, puisque 200 000 personnes sont sorties de la pauvreté. La crise a exigé un renforcement de nos efforts à court terme, pour éviter les basculements et prévenir la précarité. Nous avons apporté des réponses à plus long terme pour accompagner les plus fragiles dans l'emploi ou la formation : activité partielle, plan "1 jeune, 1 solution", doublement des contrats aidés...

3.5 milliards d'euros : aides depuis le printemps 2020 aux ménages précaires et isolés

COVID ET FINANCES LOCALES

Un impact limité

Mon collègue député du Gers Jean-René Cazeneuve, Président de la Délégation aux collectivités territoriales, a actualisé le rapport qu'il a remis au Premier ministre fin juillet, ce qui lui a permis de mettre à jour l'impact de la crise sanitaire sur les finances locales pour l'ensemble de l'année 2020. Cet impact total est ainsi estimé à 3.8 milliards d'euros, en diminution par rapport aux estimations de juin puis septembre 2020. Les mesures de soutien massives votées dans les lois de finances rectificatives et lors de la loi de finances 2021 ont fortement limité les effets de la crise sur les collectivités, ce qui leur permet de rester un moteur de l'investissement public et d'être au cœur de la relance.

AMÉNAGEMENT

13 petites villes pour demain

37 communes ont été sélectionnées dans la Manche pour intégrer le programme "**Petites Villes de Demain**", dont 13 sur la 3^{ème} circonscription (en orange sur la carte). Les critères qui ont présidé à la sélection sont les suivants : compter moins de 20 000 habitants ; exercer une fonction de centralité dans un territoire rural ; présenter des vulnérabilités. Pour lutter contre ces fragilités, l'engagement de l'Etat dans ce dispositif est conséquent : 3 milliards d'euros au niveau national. Cette enveloppe va être utilisée jusqu'en 2026 pour permettre le développement et la montée en puissance des bourgs-centres et ainsi apporter plus de services et de facilités aux habitants des territoires ruraux.



CHANGEONS NOS RÈGLES !

Des élèves se mobilisent contre la précarité menstruelle

Afin de lutter contre la précarité menstruelle qui touche certaines de leurs camarades, les membres du Conseil de Vie Collégien du **collège J. Prévert de Coutances**, ont souhaité travailler sur l'installation d'un distributeur de protections hygiéniques gratuites et bio au sein de leur établissement. Ils doivent réunir la somme de 1000 euros pour une année de protections. Les élèves de la classe de 3^{ème} SEGPA se chargeront de la fabrication du distributeur. Ils sont à présent à la recherche d'aides financières. Saluons cette belle initiative solidaire qui, en plus de combattre la précarité menstruelle, permet également de contribuer à la lutte contre l'absentéisme scolaire.

5 M€ seront consacrés par l'Etat en 2021 à ce combat auprès des femmes incarcérées, des femmes en situation de précarité et de très grande précarité et dans les collèges et les lycées en éducation prioritaire. Dès la rentrée de septembre, des protections périodiques seront distribuées gratuitement dans les universités et les résidences des Crous.

ÉCOLE

Des députés en herbe



Je me suis rendu dans les deux classes de la circonscription qui participent à la 25^{ème} édition du **Parlement des enfants**, à l'école de Cerisy-la-Salle, le 1^{er} février (notre photo) et à l'école du Pont-de-Souilles de Coutances, le 19 février. Le Parlement des enfants offre aux élèves de CM2 une leçon d'enseignement civique et moral en leur proposant de découvrir la fonction de législateur. Ils sont ainsi invités

à rédiger, sous la conduite de leurs enseignant(e)s, une proposition de loi, au terme d'une discussion qui doit leur apprendre ce qu'est le débat démocratique. Le thème cette année : "**L'alimentation durable et équilibrée**". Ma rencontre avec eux s'effectuait en complément de ce travail.

Repères

Après la commission mixte paritaire aboutissant à l'approbation définitive de la Proposition de loi "améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale" début mars, plusieurs textes vont venir en débat dans l'hémicycle, avec en point d'orgue le Projet de loi "Climat et résilience", à partir du 29 mars.

Record d'apprentis

Porté par la réforme de 2018 et le plan "1 jeune, 1 solution" lancé en juillet dernier pour aider les jeunes dans la crise, l'apprentissage a connu une hausse de 40% en 2020 dans le secteur privé, avec 495 000 contrats signés en France. Un record.

Une aide prolongée

L'aide créée en novembre 2020 pour les travailleurs précaires est prolongée de trois mois, jusqu'en mai. Cette aide d'urgence permet à celles et ceux qui n'ont pas pu travailler suffisamment pour recharger leurs droits à l'allocation-chômage du fait de la crise, de bénéficier d'une garantie de revenu minimum de 900 euros par mois.

Une prime prisée

En 2020, près de 1 420 Manchois se sont saisis du dispositif "MaPrime-Rénov'" et ont bénéficié de 4,6 millions d'euros d'aides de l'État, soit une moyenne de 3 200 euros.

Une entreprise qui recrute

Fin janvier, j'ai visité la ferronnerie Picard Duboscq, à Gouville-sur-Mer. Cette entreprise au carnet de commandes plein, manque de personnel qualifié. Pourtant elle forme... Avis aux amateurs !

CONTACT

Permanence parlementaire :
11 rue du Calvaire - 50250 La Haye
02.33.07.95.92
permanence.stravert@gmail.com

A l'Assemblée Nationale :
126 rue de l'Université
75355 Paris 07 SP
01.40.63.75.53
stephane.travert@assemblee-nationale.fr